

CERI
Centre d'Etudes et de Recherches Internationales

Groupe de recherche
“FAIRE LA PAIX” :
DU CRIME DE MASSE AU PEACEBUILDING
Une approche trans-disciplinaire



Lechuza “La recherche de la paix”

Compte-rendu de la réunion du 15 novembre 2001

Bourreaux / Victimes :
trajectoires individuelles, reconversions, réparations...
Profils et trajectoires de miliciens

Contacts :
CERI (Sciences Po.)
56, rue Jacob - 75006 Paris - France
fax : + 33 (0) 1.58.71.70.90 (attention B. Pouligny)
E-mail : pouligny@ceri-sciences-po.org
jsemelin@magic.fr
<http://www.ceri-sciences-po.org/>



SCIENCES PO

Profils et trajectoires de miliciens

Béatrice Pouligny a introduit la séance en rappelant que les trois séances programmées sous le thème « Bourreaux / Victimes : trajectoires individuelles, reconversions, réparations » devaient nous permettre de prolonger la réflexion engagée sur le lien social en nous intéressant cette fois au niveau individuel. La séance d'aujourd'hui s'intéressera aux trajectoires de « miliciens » et autres combattants participant à des crimes de masse. Notre discussion sera introduite par trois études de cas :

- le **Burundi** et le **Rwanda** par Pierre-Antoine Braud, doctorant en science politique à l'IEP de Paris ;
- la **Bosnie-Herzégovine** par Natalija Basic, doctorante en histoire et chercheur à l'Institut für Sozialforschung, à Hambourg ;
- le **Liban** par Marie-Joëlle Zahar, professeur à l'Université de Montréal, et qui a conduit des recherches de terrain sur les membres des milices au Liban et en Bosnie-Herzégovine.

Deux autres séances suivront :

- une séance générale trans-disciplinaire sur la problématique bourreaux / victimes, qui se tiendra le 10 janvier 2002 ;
- une séance sur les enfants-soldats qui n'a pas pu encore être programmée pour des raisons de disponibilité des intervenants mais qui le sera sans doute au début de l'année 2002.

La violence conservatrice : entre « violence par le bas » et violence institutionnelle au Rwanda et au Burundi dans les années 1990 (Pierre-Antoine Braud)

J'articulerai ma présentation en trois points :

- la trajectoire socio-historique et le façonnement d'un dispositif de violence, donnant un statut à la violence au sein de la société, un « droit à la violence », facilitant le passage à l'acte ;
- le contexte des années 1990 avec un retour des stratégies de « violence par le bas » ; j'évoquerai les types de groupes qui composent les milices, les convergences nécessaires à l'apparition de ces groupes ;
- j'évoquerai ensuite trois parcours de combattants : un milicien burundais anti-hutu, un membre de la rébellion anti-tutsi, un membre du FPR

Les ingrédients de la violence sont assez banals ; c'est dans le type d'articulation entre ces différents éléments et dans les particularités de ces dispositifs de violence que se joue le passage à la violence de masse.

1. Le statut de la violence dans une trajectoire historique

Quatre éléments constituent le dispositif de violence :

- Les factions luttant pour le pouvoir ont recours à des types de stratégies violentes ; la violence est récurrente ; les innovations politiques portent principalement sur les techniques de violence :
Rwanda 1960-1963 puis 1973 et épurations ethniques.
Burundi 1961-1963 : assassinats et pogroms, puis tentatives de coup d'Etat, pogroms et purges en 1965 et 1969, logique génocidaire de 1972.
On observe des oscillations dans l'application de la violence mais sans que les dirigeants ne renoncent à ce registre ; il y a récurrence des assassinats politiques et des purges jusque dans les années 1990.
- Les types de pratiques de pouvoir : constance des abus de pouvoir routinisés et quotidiens : cf. les dictons et conceptions du pouvoir dans la période pré-coloniale ; la violence se bureaucratise avec la colonisation (fouet) et se perpétue après.
- Complément par certains éléments de l'ordre social, participant initialement à l'encadrement de la violence et devenant des vecteurs de banalisation / acceptation (vendetta qui peut toucher toute une famille voire un lignage, *ikivugo* : on se présente par ses hauts faits d'armes)
- Violence et sortie de la précarité, temporaire ou durable : effets du pillage, *razzia* et *potlatch*. S'inscrivent également dans ce cadre les effets de la colonisation et la bureaucratiation de la violence sur les paysans, des cultures obligatoires et types de dépenses. Ceci se perpétue dans la période post-coloniale. Voir les violences et saisies de biens au Burundi en 1972, au Rwanda en 1973.

Tous ces éléments concourent à façonner un « droit à la violence » : ne pas le subir et y accéder sont des enjeux centraux, politiquement et socialement.

C'est dans ce contexte d'accumulation de violences et de concentration des pouvoirs que s'amorce la transformation du cadre politique dans les années 1990.

2. Résurgence des stratégies de violence et phénomène milicien

Les nouveaux hérauts de la démocratisation : dans le contexte local, au sein des sérails, la violence va permettre de conserver ou reconquérir le pouvoir. On observe des effets de composition, de cloisonnement de dirigeants marginalisés, alors que l'hostilité à l'Etat se développe dans la paysannerie, une dynamique qui échappe aux dirigeants.

La perte de pouvoir affecte deux groupes : les dirigeants du sérail (écartés au Burundi, menacés au Rwanda) et les fonctionnaires en raison du *winner takes all* (purges) ; or, il n'existe pas de lieu où se recycler. On observe alors un retour aux stratégies habituelles :

Burundi et reconquête du pouvoir : entre coups d'Etat et « violence par le bas »

Rwanda et préservation du pouvoir : hybride de « violence par le bas » et de violence institutionnelle (cf. escadrons de la mort et utilisation de l'administration).

Dans les deux pays, on observe une convergence entre trois groupes :

- les détenteurs de pouvoir qui délèguent temporairement leur « droit à la violence » à des groupes de civils
- les fonctionnaires mis sur la touche ou purgés (Burundi) ou craignant de l'être (Rwanda)
- les « sans pouvoir » ayant l'opportunité d'échapper aux abus de pouvoir en bénéficiant de cette délégation du « droit à la violence », voire de changer temporairement de statut social

Le recours à la violence est organisé simultanément par les candidats à la conquête du pouvoir à travers la mise en place de structures armées parallèles :

- le FPR à partir d'octobre 1990
- le Frodebu à partir de juillet 1993

Il n'y a pas de solidarité ethnique dans le recours à la violence mais la logique de terreur, l'impact de la peur et les mémoires parallèles poussent à l'alignement communautaire, éludant les dimensions sociales des violences (comme les clivages villes / campagnes) et toute réflexion sur les pratiques de pouvoir (enjeux politiques réels). Quand le recours à la violence est enclenché avec ce type de trajectoire, on observe des effets de cliquet rendant particulièrement difficile la décroissance de la violence. En parallèle, la disqualification de méthodes alternatives, en premier lieu le délitement du savoir-faire en matière de négociation et la possibilité de coalitions politiques, amplifiés par la faiblesse des garanties internationales, ne peuvent contrecarrer les effets du recours à la violence. D'où une réelle opportunité de la violence.

Les conditions du succès de la « violence par le bas » sont à trouver dans :

- la capacité d'encadrement (or, il y a convergence entre une culture administrative, un ordre social et un certain rapport à l'autorité)
- l'absence de contre-poids à la diffusion de la violence, de contre-modèle (absence de culture de résistance, pas d'appuis institutionnels à d'autres stratégies).

3. Dans cette trame, trois parcours individuels de miliciens

i) Un militant anti-hutu burundais : étudiant, fils de petit fonctionnaire

L'arrivée du Frodebu a remis en cause son avenir.

On peut distinguer trois phases dans sa mobilisation et son engagement violent :

- Dans un premier temps, après octobre 1993, jouent des logiques de voisinage ; les logiques de terroir sont transposées en milieu urbain. L'enclenchement de la peur conduit à la mise en place de patrouilles et de groupes d'auto-défense dans chaque quartier. Les assassinats se produisent par réseaux de parentèles. La psychose conduit à la liquidation de voisins hutu. La jeune génération (essentiellement les 15-25 ans qui patrouillent) y trouve un prétexte de statut social, en tout cas un rôle nouveau.
- Dans un deuxième temps, il y a articulation avec les stratégies de certaines factions dirigeantes. On sort du quartier pour participer à l'épuration ethnique. L'encadrement

est assuré par des fils de bonnes familles, on touche des primes (des tarifs sont fixés), les armes sont prêtées. Dans ce contexte, un groupe milicien ne peut jamais totalement s'autonomiser.

- Puis, vient la phase des contrats individuels : pour récupérer un poste de fonctionnaire, procéder à des règlements de compte personnels, éventuellement (mais c'est plus marginal) le banditisme et le braquage ciblé (par exemple sur les 4x4 des expatriés, un trafic protégé alors par le chef d'Etat major de la gendarmerie).

La violence se routinise, elle a aussi son langage (insultes qui peuvent dégénérer en lynchage). Dans le cas de ce jeune milicien, la violence a permis un nouveau mode de vie, une nouvelle sociabilité (accès à des lieux jusqu'alors inaccessibles – restaurants, cafés... – nouveau standing qui permet de payer le restaurant, d'avoir des filles, etc.). Mais, ensuite, on se retrouve fauché.

ii) Un milicien anti-tutsi : peu scolarisé, famille vivotant à Kamenge

Coup d'Etat d'octobre 1993. Le Frodebu crée une branche armée dans ce quartier, initialement clandestine mais qui perce peu à peu. Elle n'est pas populaire car il y a des craintes de représailles dans la population.

La situation change avec le début de l'épuration ethnique : commence à jouer une logique de terroir ; les membres de la milice deviennent les défenseurs du quartier. Mais ils ont peu de moyens, la criminalité sert essentiellement à remplir les caisses du mouvement. Il n'y a pas de changement de train de vie mais un statut social nouveau.

Les choses changent avec l'épuration du quartier par l'armée. On passe alors à la guérilla rurale, avec une dimension anti-tutsi qui se renforce (pogroms de Tutsi déplacés à l'intérieur, ciblage de camps de réfugiés/déplacés...). La guérilla s'est ensuite relativement professionnalisée, ces deux dernières années.

Dans le cas de ce jeune, l'assassinat de sa mère l'a également conduit à mener une vendetta contre les meurtriers.

iii) Un milicien du FPR : membre de la diaspora ougandaise, scolarisé, il vivote

Il s'engage à 17 ans et rejoint le FPR par idéologie révolutionnaire, sans l'accord de ses parents. Il suit un entraînement très dur dans un camp de réfugiés en Ouganda. Il y côtoie la mort, puis des purges pendant la guerre. Il est socialisé dans la violence avec un cadre institutionnel et idéologique très prégnant.

Puis, comme il sait lire et écrire, il intègre le service de renseignement. S'opère alors un glissement graduel, de la prise de notes pendant les interrogatoires, vers la position de tortionnaire puis de tueur. Dans son cas, il y a un mélange de violence interne à l'institution, de cadre idéologique très présent et de violence à l'encontre des adversaires désignés au nom de la « cause ». Tout est légitimé et les purges exercent également un poids très fort. On a affaire à un individu en rupture de ban.

Combattant ou exécuteur de « nettoyage ethnique » ? Trajectoires individuelles et perpétrations de violence en Bosnie-Herzégovine (Natalija Basic)

Pour commencer mon intervention, il me semble utile de m'introduire brièvement et surtout, d'expliquer mon approche du sujet d'aujourd'hui. Je suis chercheur à l'Institut für Sozialforschung, à Hambourg, en Allemagne, doctorante en histoire et pédagogie. Ma thèse porte sur les constructions biographiques des jeunes combattants ou, plus précisément, de jeunes combattants survivants. Je m'appuie sur 25 entretiens personnels enregistrés en Bosnie, Croatie et Serbie dans les années 1997 et 1998. Sur la base de ces entretiens (conduits en semi-directifs / narratifs), menés dans différents contextes conflictuels, et surtout militaires et sociaux, j'ai travaillé avec différentes méthodes, en vue notamment d'aborder les trajectoires individuelles dans leurs dimensions collectives, les constructions des figures de l'ennemi et des perpétrations de violence (historiques / sociales, politiques / culturelles et socio-psychologiques).

Concernant les dimensions biographiques de mon travail, on peut, ex-post, envisager différents types de questionnements : Comment des jeunes combattants sont-ils socialisés ? Quel est le milieu et l'endroit d'où ils viennent ? Quelles sont leurs trajectoires, leurs parcours ? Comment sont-ils recrutés, devenus miliciens ou bien combattants ? Quels étaient les motifs ? Les réactions personnelles ? Et comment la revendication identitaire se transforme-t-elle en violence, voire en conduites de la guerre ? Comment, face à des tels enjeux, la mémoire collective et l'histoire familiale peuvent-elles fonctionner ? Comment vivre avec le passé, dans sa diversité, comment le penser et l'articuler ? Telles sont les questions dont traite mon travail. Concernant les origines de ces entretiens, ce qui caractérise les matériaux sur lesquels je me suis appuyée pour l'analyse, le rapport au travail sur le terrain, on pourra y revenir dans la discussion.

Tout d'abord je ferai une mise au point sur l'utilisation des termes de « milicien » et « combattant », d'autant plus que je préfère le terme « combattant » ou bien « combattant survivant » ; ensuite je vais souligner une différence qualitative entre combattant et soldat, puis au niveau fonctionnel entre les combattants mobilisés et les volontaires ; enfin, on peut repérer deux types de parcours généraux : les combattants réguliers et irréguliers. Évidemment, je vais expliquer, dans les grandes lignes, qui étaient mes interlocuteurs. En ce qui concerne la perpétration de violences, je vais me concentrer sur leurs interprétations des situations et leurs réactions personnelles. Pour ce qui est des exemples, je dois m'excuser par avance – je ne suis pas parvenue à traduire en français des extraits d'entretiens qui auraient pu illustrer des cas précis. Mais je vais m'efforcer de présenter les principaux résultats de mes recherches.

▪ Qu'est-ce qu'un « combattant » dans le contexte militaire en ex-Yougoslavie ?

Concernant le terme « milicien » – je ne veux pas résumer ici les débats, nombreux, à ce sujet – il me semble impossible de séparer les miliciens et les combattants, surtout dans le contexte yougoslave ou bien post-yougoslave, car les miliciens et combattants sont en principe la même chose : ils résultent de l'organisation de la guerre, telle qu'elle est traduite dans la conception et la doctrine de défense de la Yougoslavie socialiste. Il faut réfléchir sur cette conception et cette doctrine de défense d'un Etat qui n'existe plus, donc sur la « Conception de la

défense populaire générale » – *opsta narodna odbrana*, « ONO », c'est son nom – pour comprendre les circonstances de l'organisation (commandement, structure et équipement de la défense territoriale et de la JVA), de la mobilisation et du recrutement dans des situations militaires complexes. Je veux dire par là que les spécificités de cette conception doivent être prises en compte pour comprendre la militarisation d'une région entière, et en particulier de la Bosnie, comme un terrain de grande importance stratégique pour la défense de l'ex-Yougoslavie. Ces spécificités ont, en effet, contribué à une dynamique de la structure qui a pu mener rapidement au « nettoyage ethnique » – en combinaison avec d'autres facteurs, bien sûr, comme l'ethnisation du politique et du social. Ainsi que le souligne Ozren Zunec, cette conception avait une réalité effective dans les guerres post-yougoslaves ; il s'agit en tout cas d'une structure de l'organisation qui produisait systématiquement des miliciens, avec l'armement autonome (*Selbstbewaffnung*) compris. Plus la spirale de violence monte – comme fantasme mais aussi comme réalité – plus on a recours à cette structure qui – pour des raisons manifestes – n'était plus au service de tout le monde : les institutions militaires mais aussi l'appareil de police se transformèrent en plusieurs institutions nationales, surtout après les élections. Ces développements résument l'une des énigmes centrales du potentiel conflictuel.

Cependant, il y a une différence entre un « soldat » et un « combattant » : cette différence, je la vois avant tout au niveau de la formation et de l'apprentissage militaire. Un « soldat » est quelqu'un qui a été appelé parce qu'il a encore besoin d'instruction, d'entraînement ; il est au service militaire pour se perfectionner. Tandis que le terme « combattant » exprime quelque chose de plus général. Bref, un « combattant » peut être « soldat » (au sens d'une jeune recrue) ou réserviste, il peut appartenir à une formation militaire ou à la police. Enfin, lorsque j'évoquerai le cas de soldats dans le cadre de cette réunion, il s'agira toujours de soldats engagés dans les combats en Croatie et Bosnie : ils firent leur service militaire pendant la guerre et au front ; après une formation accélérée, ils étaient généralement intégrés dans les brigades locales chargées de défendre les lignes de front proches de leur localité d'origine.

Que veut dire « volontaire » dans ce contexte ? C'est tout d'abord une étiquette qui désigne tous ceux qui ont déjà terminé leur service militaire obligatoire et qui s'engagent dans les combats sans recrutement forcé. Puis, on peut envisager les volontaires qui sont venus de loin au front. Exemple : les troupes de Serbes combattants en Bosnie, dans la région de l'ouest de la Bosnie, en 1993. Les troupes yougoslaves se sont retirées dès 1992, mais la guerre dura encore trois ans, soutenue par les soldats d'origine serbe de Serbie (ce sont des volontaires temporaires). Cela explique aussi pourquoi j'insiste sur la différence entre combattants « réguliers » et « irréguliers ». Premièrement, cela reflète le statut de l'armée à laquelle ils appartenaient. En même temps, cela comporte une dimension politique : le statut d'un combattant (ainsi que les principes de son recrutement) se transforment avec les changements politiques. Il en va de même de ses motivations. Sur ce dernier point, l'étiquette « volontaire » n'est pas forcément liée au type de formation ni à la motivation personnelle du jeune homme puisqu'il pouvait s'agir de recrutement forcé selon le principe de son origine locale, même si le jeune homme résidait alors ailleurs.

▪ Qui sont les jeunes combattants survivants dont je parle ? (grandes lignes)

J'étudie les biographies de 25 jeunes combattants engagés dans les guerres en Croatie et Bosnie. Je les ai trouvés et interviewés en 1997 et 1998 à Belgrade, Banja Luka, Bratunac, Crikvenica, Sarajevo, Split, Sremska Mitrovica et Zagreb. La majorité des interviewés vient de ces villes croates, bosniaque et serbes.

Il s'agit plus ou moins de jeunes de ma génération, nés entre les années 1960 et 1975. Cette génération est constituée des enfants dont les parents n'avaient pas souffert directement des atrocités de la seconde guerre mondiale. J'ai parlé avec des Bosniaques, Croates, Serbes et Slovènes. La plupart appartenaient à la majorité ethnique où ils habitaient. Trois jeunes hommes venaient d'une famille « mixte » ou bien avaient une amie d'un autre groupe ethnique. Il y a deux exemples extrêmes : un Slovène et un Musulman qui s'engagèrent dans l'armée serbe en Bosnie dans les années 1992-1995. Dans ces deux cas, la dimension culturelle a joué un grand rôle : leur femme avait besoin de protection, ce qui explique leur engagement dans une armée « étrangère », en l'occurrence dans l'armée serbe. La conversion s'est opérée de manière individuelle ; elle a, de toute façon, été liée à l'acceptation de symboles serbes.

Au moment des entretiens, chacun de mes interlocuteurs était démobilisé (pas forcément désarmé, ce qui explique aussi des risques sur le terrain). Aucun n'avait l'esprit « dérangé », deux d'entre eux étaient invalides, deux hommes originaires de Croatie vivaient, au moment de l'entretien, parmi la « diaspora » croate en Serbie. Avant de s'engager dans les combats, ils étaient serrurier, sociologue ou homme politique. La plupart de mes interlocuteurs avaient passé le baccalauréat, étaient célibataires et sans enfant.

Les entretiens font apparaître quatre périodes clés : le Titoïsme, la crise en Yougoslavie, les guerres et l'après-guerre. A cet égard, il faut prendre en compte les grandes thèmes qui structurent les constructions biographiques des anciens combattants. Brièvement, le profil général est le suivant :

Concernant la jeunesse et la question de la socialisation, les interviewés parlent toujours d'une vie de tolérance, une « vie en rose » jusqu'aux élections. En d'autres termes, ils ne connaissaient pas de haine, pas de peur, pas de morts. Il faut évidemment différencier entre la jeunesse des années soixante et celles des années soixante-dix et quatre-vingt. De même, il est remarquable de voir quelle influence avait la famille sur leurs motivations générales de préparation à la guerre. Il faut se rendre compte que les socialistes adultes (*nachkriegsgeneration*) aiment alors entourer la jeunesse d'une aura de paradis. C'était une époque durant laquelle – si on exagère un peu – le temps libre et le beau temps suffisaient pour pouvoir réaliser ses rêves. La jeunesse semblait reine ; il semblait à certains que les jeunes obtenaient tout ce qu'ils voulaient. Les années soixante-dix furent la dernière décennie à voir d'anciennes habitudes incontestées. Plus jamais par la suite un jeune ne pourrait ignorer sa nationalité sans risquer d'être ridiculisé, sinon insulté. Plus jamais des jeunes ne pourraient aller aux pionniers sans encourir les protestations des réformistes. Plus jamais les socialistes ne pourraient pratiquer le socialisme sans crainte d'être blâmés. Dans les années quatre-vingt, les socialistes eurent le plus grand mal à conserver l'image paradisiaque intacte. En 1988, peu de temps avant la fin de la fédération yougoslave, le sociologue Srečko Mihailović fit cette remarque : « La jeunesse dix ans après est quelque chose de très nouveau : il y a 20 ans, personne ne s'en préoccupait ». Cependant, une

partie de mes interlocuteurs, les petits socialistes qu'ils étaient à cet époque-la étaient en train d'acquérir leur expérience du monde. Des enfants continuaient à suivre des instructions militaires préparatoires à l'école et à faire de drôle de choses avec la révolution socialiste, ses triomphes et ses désastres, à travers notamment les légendes des deux partisans enfants qui peuplaient leur bande dessinée, nommée « Mirko et Slavko ». Ces petits héros de la seconde guerre mondiale en Yougoslavie furent plus populaires que jamais. L'adolescent, à cette époque, prit déjà conscience du fait qu'il occupait une place peu importante dans la politique. Néanmoins, pour ceux qui avaient la chance d'échapper à cette misère, il y avait encore assez de soleil et de temps, mais ce n'était rien comparé à leur pouvoir d'influencer la musique et la communication avec des composantes européennes, mais aussi avec des folklores et coutumes traditionnelles. Les *hooligans* opéraient de façon de plus en plus visible, pendant que quelques riches se vantaient de leur richesse : maison, voiture ou séminaire de prêtre pour le fils – une situation enviée par certains, méprisée par d'autres, moquée par la plupart.

Les événements qui ont marqué la scène politique des années quatre-vingt constituèrent un matériau fertile, aussi bien pour les expériences collectives que pour les biographies individuelles. Mais une partie des biographies des jeunes hommes que j'ai interrogés ne reflète pas les préoccupations nationales jusqu'en 1991. En effet, à cette époque, ils ne s'intéressaient guère à la politique. La crise économique intervient également peu dans les biographies, notamment parce que les enfants des employés et des petits entrepreneurs ont tiré partie de ces évolutions. Rares sont ceux qui se présentent exclusivement comme Bosniaque, Croates ou Serbes. Le bagage identitaire est essentiellement lié à la socialisation familiale ; l'identité culturelle peut être liée à celle des parents et cela a suscité bien des sentiments envers la mémoire familiale, concernant deux époques : les expériences des bourreaux et des victimes de la seconde guerre mondiale, les persécutions et expropriations pendant le communisme – toujours fondées sur ou en lien avec une identité régionale. Lorsque la catastrophe se produit, par exemple lorsque l'Armée populaire Yougoslave sort dans la rue contre son peuple ou, pire, lorsque le « crime intime » se produit, on a besoin d'une « rétro-conscience ». Dans la société socialiste, il y avait trop de perdants et trop peu de vainqueurs pour établir une cohésion sociale suffisante. Mes interlocuteurs sont très représentatifs de cette « génération de crise yougoslave ». Après l'école, ce fut en général le service militaire, un service dur et humiliant allant de soi pour les jeunes hommes. L'Armée populaire yougoslave fut envahie par une nouvelle vague de recrues – mais à leur tête se trouvaient rarement des jeunes agitateurs nationalistes et extrémistes, bien que des mouvements nationaux provoquèrent et déclenchèrent de violentes émeutes dans et contre l'Armée populaire Yougoslave. Dès 1987, les jeunes hommes slovènes s'élevèrent contre le service militaire obligatoire dans l'Armée populaire Yougoslave (JNA). Les étudiants et journalistes slovènes rejetaient le système de « la défense générale du peuple » (ONO), ils réclamaient des décisions morales, les jeunes hommes slovènes n'acceptaient pas la façon dont on les traitait dans l'Armée. Ce ne fut pas une époque facile.

Après les élections à la fin de 1990, tout sembla devenir un « problème de nationalité ». Ces jeunes hommes se réveillèrent un beau jour en s'apercevant que leur camarade, vieil ami ou cousin était devenu chauvin ou peut-être déjà un meurtrier, et que sa présence constituait une menace. On se soucia soudain de savoir ce qu'on disait, ce qu'on voyait à la télé, de soupçonner qui était son voisin. Il y eut un vent de panique après la bataille en Slovénie entre les jeunes recrues de cette époque. Dans les premiers mois de la guerre, le gouvernement yougoslave était peu disposé à utiliser la force pour séparer les fractions rivales ou bien pour éviter l'indépendance

de la Slovénie Si tout cela était nouveau, ou bizarre, les autres problèmes remontaient en Croatie, en Serbie et en Bosnie ; le nationalisme et la bigoterie religieuse dévoilèrent leur hideux visage. Rien n'était trop patriotique, trop nationaliste, trop chauvin, trop agressif. Des jeunes hommes se paraient, rivalisant avec des héros combattants de films comme « Rambo ». Chaque réaction était exagérée : dans les rues, dans les cafés, les bars. Les valeurs n'étaient plus liées à la Yougoslavie, ce qui s'exprime de façon exemplaire dans la décomposition de l'Armée populaire Yougoslave. Des jeunes hommes firent le service militaire. La loi nationaliste était en marche. En 1991, temps de mobilisation, une recrue croate ne choqua plus les militaires yougoslaves en refusant de lutter contre les troupes slovènes. Cette guerre, qui avait débuté dix jours auparavant, se termina rapidement. Ce fut pire quand la plupart des jeunes hommes non-serbes refusèrent leur appel pour « la guerre yougoslave », lorsqu'en Bosnie il ne fallait plus faire son service militaire dans l'Armée populaire Yougoslave.

Mais la décomposition de l'Armée a conduit paradoxalement à une militarisation de la vie quotidienne (ce constat vaut aussi pour les « déserteurs en uniformes »). Évidemment, les partis nationalistes en profitèrent largement, mais les projecteurs se tournèrent alors vers le front. Les soldats eux-mêmes, tant sur le plan collectif qu'individuel, devinrent des célébrités sur chaque scène nationale, acquérant le statut presque légendaire qui était celui d'un partisan après la Seconde Guerre mondiale – sauf que, désormais, c'était pour des raisons strictement nationales. Les militaires poursuivirent les tendances qu'ils avaient lancées dans les décennies précédentes. La conception « ONO » qui avait alors presque vingt ans devint une doctrine importante de la défense nationale. Comme l'a indiqué Xavier Bougarel, la guerre en ex-Yougoslavie fit irruption dans les années quatre-vingt-dix dans une spirale de peur (psychologique) et de violence extrême (militaire). L'idée de l'armement autonome (*Selbstbewaffnung*) eut un succès immédiat. La camaraderie était de rigueur et flottait pendant quelque temps un air d'enthousiasme excessif. Jamais encore il n'avait été aussi facile de se procurer des armes, jamais encore des moyens de destruction n'avaient été aussi légitimés et bien vus des jeunes hommes. Les territoires « nationaux » étaient plus protégés que jamais. Même des marchés, des clubs et des bars furent attaqués. Les êtres courageux étaient revenus sur le devant de la scène. On n'avait pas vu depuis les années quarante autant d'hommes destinés à la lutte pour la préservation de la maison, pour la protection des enfants, des femmes, des vieilles. Refuser relevait du scandale public ; dans le voisinage et aussi dans les familles, cela poserait un problème. Le service militaire pour un jeune homme, surtout en Bosnie, était de rigueur. Les bottes se portaient tous les jours. Et, en même temps, certains jeunes hommes semblaient vraiment aimer le « travail » qu'ils pouvaient exécuter. Ils appellent ce temps, simplement, le « temps de la tuerie ».

▪ Qui participe à des crimes de masse?

Si on envisage de telles opérations, les exécuteurs avaient toujours besoin de soutien. Ce sont des volontaires qui y participaient et ils faisaient partie de formations militaires spécifiques et mobiles. C'est pourquoi il faut différencier les positions dans le combat. Il y a tout d'abord ceux qui protègent les frontières (je veux dire: les frontières manifestes), ceux qui demeurent dans les tranchées ou aux postes de mitrailleurs, ceux qui sont mobiles. De temps en temps, ces différences s'accroissent, tandis qu'on peut envisager une organisation dans laquelle chacun est dépendant de l'autre.

Commençons par un exemple qui montre la co-opération au niveau des institutions, mais aussi de manière trans-territoriale. Un jeune soldat serbe (il fait son service militaire - JNA) dans une caserne de Brcko, en 1991, raconte. Les pierres, les cocktails Molotov et les fusils ayant été à la fois les armes de l'indignation et du terrorisme, il était bien difficile de faire une distinction. Un jeune musulman est arrêté lors des troubles prolongés qui suivent l'attaque à la caserne. Des troupes de l'Armée Yougoslave sont envoyées à la demande du para-gouvernement de la « Republika Srpska » afin « d'empêcher la transgression totale de la loi et de l'ordre ». Cinq musulmans sont tués, une douzaine blessés et des centaines de maisons dévastées avant que l'armée serbe n'impose un couvre-feu.

Dans d'autres cas, on peut envisager au contraire une « répartition du travail » plus précise: les unités mobiles et les corps d'opérations réalisent les « nettoyages ethniques » ensemble. Les uns encerclent l'ennemi, une ville ou un village, les autres ont le devoir tactique, et cela veut dire: réaliser des « nettoyages » dans les villages ou villes. De telles violences façonnent durablement la situation sur le terrain mais, individuellement, le jeune peut ne pas se sentir responsable de ce qui s'est passé. Plusieurs exemples tirés des entretiens donnent des illustrations concrètes de cette « répartition du travail ». Un jeune faisait partie d'un groupe de militaires serbes occupant un lotissement croate ; de fait, la Croatie demeura dans un état de trouble et de tension durant bien des années après les événements de novembre 1991. Autre exemple : un jeune soldat serbe de Banja Luka (service militaire - VRS) patrouille dans une région du Bosnie occupée par les Serbes ; le soldat est arrivé au front un an après les pires atrocités effectuées sous le commando serbe – il ne fut pas responsable de la mort de mille personnes dans cette zone. Autre exemple encore : un jeune soldat raconte qu'il a participé au contrôle d'un groupe de prisonniers, pour les rendre aux polices militaires ; lui et son groupe ne sont pas responsables de ce qu'il est advenu à ce groupe. Un jeune soldat serbe à Vukovar (service militaire - JNA). La ville est tombée entre les mains des Serbes quelques jours plus tôt mais les combats continuent. Des civils croates, blessés par l'explosion d'une fusée alors qu'ils voulaient aider un soldat croate, se constituent prisonniers et ils sont emportés « pour être soignés dans une clinique ». Là aussi, le combattant se dé-responsabilise : on ne sait pas ce qui s'est arrivé à ces personnes blessées. Un jour comme les autres dans la guerre. Un combattant regarde deux « paramilitaires » armés, en position de mise en joue. Pendant que les tueries et mutilations se poursuivent, ce soldat n'a pas de contacts avec des civils. Dans de tels cas, les soldats utilisent souvent le terme « paramilitaire » pour se distinguer.

Certains anciens combattants parlent des « nettoyages » commis. Par exemple: Un combattant témoigne qu'il a lui-même poursuivi des Serbes à Zagreb et qu'il les a flanqués à la porte de leurs immeubles et appartements. Un autre raconte qu'il a assisté aux préparatifs pour l'exécution de civils serbes par des forces de HOS, lors de la guerre en Posavina, en 1992. Un jeune Serbe dit : « Nous sommes tous comme ça : quelqu'un tue sa femme, quelqu'un son voisin ou n'importe qui ». Mais la plupart de mes interlocuteurs qui appartenaient à une formation militaire spécifique utilisent le mot « nettoyage » au sens opératoire ; cela veut dire qu'ils prétendent que les adversaires n'étaient que des militaires.

- Les formations militaires spécifiques

De telles formations sont caractérisées par le fait qu'il s'agissait de combattants professionnels. Ces combattants se sont professionnalisés au cours de la guerre : le combattant est recruté pendant la guerre ; il peut se présenter volontairement, c'est-à-dire que la contrainte est alors internalisée. C'est la prétention, la nécessité, mais c'est aussi le droit et le devoir, envers son propre groupe – fût-il militaire, sociale ou national. Mais le combattant en question doit aussi avoir du talent. S'il s'adapte bien, il peut devenir tireur d'élite. On peut envisager plusieurs phases dans ce processus : premièrement, une phase de radicalisation cumulative ; ensuite, une phase au cours de laquelle les violences commises sont ré-interprétées et deviennent des actions morales (*Umdeutung der Gewalt in moralisch richtiges Handeln*) ; puis vient la phase d'habituation à l'homicide ; enfin, vient l'acte de tuer défini comme profession ou bien comme un « travail ». Finalement, l'acte de tuer défini comme profession fait comprendre les routines et aussi la dé-mythologisation des perpétrations de violences.

- Question de vie ou de mort?

Enfin, pour un ancien combattant, ce « travail » a aussi pour objectif de permettre sa survie, surtout individuelle (en effet, il faut rappeler à ce sujet que les combattants sont surtout morts du fait d' « accidents » dus aux mines anti-personnelles, aux accidents de voiture ou au fait d'être tué par erreur par un ami). Pour lui, un combattant inspecte son fusil, il ne boit pas. L'engagement guerrier renvoie toujours à une question existentielle. Il faut souligner que le combattant, comme l'exécuteur de « nettoyage ethnique » qui est au service de la défense du groupe national, sont conscients de leur vulnérabilité. Il y a une spécificité de la perpétration de la violence de type « nettoyage ethnique ». On peut le comprendre, sur le plan psychologique, à travers le concept de *role-distance* de Goffman : ce qui compte, pour l'individu, c'est la distance qu'il garde avec l'adversaire. Ceci varie selon les armes utilisées. Lorsque cette distance est maintenue, il est inutile de se construire une image de l'ennemi. On est loin de « déshumaniser » l'adversaire. Au contraire, il faut bien savoir que l'adversaire est aussi un être humain qui veut survivre, il faut l'approcher comme quelqu'un qui est compétent, bien qu'il semble n'être qu'une brute ; cela explique pourquoi il est menaçant et dangereux et aussi pourquoi il faut le vaincre.

- La population civile n'existe pas à part : la perpétration de la violence et les méthodes utilisées

La mort de civils a annoncé la fin de la paix en ex-Yougoslavie. Leurs adversaires affirmèrent qu'il s'agissait d'assassins, leurs partisans qu'ils avaient libéré le terrain, la ville, le village. La population civile appartient toujours au groupe de référence. Lorsqu'on la trouve tuée, il ne fait aucun doute qu'elle fut tuée par l'ennemi.

C'est de façon pragmatique que l'exécuteur garde la perspective militaire. L'intimidation et la peur sont des instruments de terreur très importants. On terrifie et on irrite le peuple ennemi par son audace. La méthode : on raconte beaucoup d'histoires au sujet de possibles « massacres », ou encore on informe un habitant du village « choisi » de « ce qui risque de se

passer ». Le soldat menace si l'on ne quitte pas les maisons. Le soldat doit, lui aussi, être terrifié. Mais on extermine la population civile et le soldat n'est pas assassiné.

Une autre situation : des troupes attaquent une base de l'adversaire dans une ville ou village. Les troupes arrivent en masse pour tenter de couper les lignes de ravitaillement ennemies. Il faut alors organiser la fuite des civils pour les évacuer vers un centre de réfugiés. Dans la confusion, dans les combats de rue, ce sont rarement des soldats ennemis qui sont tués mais surtout des civils qui savent beaucoup moins se protéger dans de telles situations. Un autre combattant déclare, à propos d'une situation similaire : « On tue tous ceux qui ne portent pas une banderole ».

En conclusion :

Dans l'action, au combat, ce n'est pas la socialisation, l'histoire de l'individu ni même l'idéologie mais la situation immédiate qui compte. C'est la conscience de sa propre vulnérabilité, le savoir professionnel du militaire et la confiance qu'il a en ses propres compétences de combattant. Et il doit savoir que c'est vrai aussi pour l'adversaire. En d'autres termes, on tue pour ne pas être tué.

Milices et miliciens au Liban (Marie-Joëlle Zahar)

Pour mieux comprendre les raisons qui les portent à adhérer à des milices et les défis que leur réintégration dans la société pose, je propose de dresser un profil des combattants en me basant essentiellement sur l'expérience des Forces libanaises, milice chrétienne ayant participé à la guerre civile du Liban entre 1975 et 1990 et responsable d'un certain nombre de massacres.

Pour vous fournir des points de repère, je mentionnerai brièvement que ce groupe, créé pour regrouper les milices des différentes forces politiques chrétiennes, avait deux objectifs pour pivots : la protection du statut politique des Chrétiens du Liban et celle de l'indépendance de la politique étrangère libanaise.

A mon avis, les facteurs qui ont poussé les jeunes à rejoindre les FL sont de trois ordres : politique, socio-économique et personnel.

- Politiquement, la scène politique libanaise de l'avant-guerre était caractérisée par deux facteurs : un système consociationnel basé sur le principe de la représentation proportionnelle des communautés religieuses dans l'édifice politique et la fonction publique et un contrôle de la vie politique par certaines familles ou lignées. Le premier facteur cause un déséquilibre au moment même où le changement démographique mène les communautés musulmanes à demander un rééquilibrage de la distribution du pouvoir. Les Chrétiens soutiennent le statu quo et s'arment en réponse à la « menace » musulmane. Le second facteur crée un ressentiment au sein des classes moyennes, éduquées et politiquement conscientes, mais écartées du pouvoir par les chefs politiques.

- Sur le plan socio-économique, une crise aiguë crée un exode rural en direction des villes où les réseaux clientélistes des chefs politiques ne parviennent plus à répondre aux attentes des clients potentiels.

A la base, nous retrouvons donc deux genres de candidats à l'adhésion:

- 1- Des jeunes appartenant aux classes moyennes, déçus par le système et motivés par une possibilité de transformation de l'Etat – responsabilisation, transparence et effectivité. Ils forment souvent les cadres des milices.
- 2- Des jeunes appartenant aux classes défavorisées, souvent nouvellement arrivés en ville, déracinés, sans emploi ou horizons socio-économiques. Ils recherchent une amélioration de leurs conditions matérielles et un accès à l'Etat. Ils forment souvent le gros des effectifs miliciens.

A ces deux catégories, l'enclenchement de la violence ajoute une troisième. Il s'agit de jeunes réagissant face à une situation d'insécurité accrue qui forment des réseaux souvent spontanés d'autodéfense de leurs familles et, par extension, de leurs localités.

Toutefois, ma recherche sur le terrain me porte à affirmer **qu'au-delà des raisons individuelles de l'adhésion, le type de milice peut avoir un effet déterminant sur le parcours individuel de ces jeunes combattants**. Par type de milice, je veux principalement faire référence à trois catégories de facteurs :

- 1- L'idéologie des groupes dans la mesure où elle influence la rigidité de la distinction conceptuelle entre deux catégories de civils, « les nôtres » et « les autres ». Cette catégorisation facilite le crime de masse dans la mesure où elle contribue à la déshumanisation de l'ennemi. Ici, l'observation des milices libanaises me porte à postuler que les milices dont les revendications sont d'ordre social seraient moins promptes à faire ce genre de catégorisation rigide que les milices dont les revendications ont des buts communautaires étroits. Dans le cas des FL, la centralité des Chrétiens dans leur discours est un élément important dans la compréhension de leurs relations avec la population de l'enclave qu'elles contrôlent.
- 2- La base économique du pouvoir milicien est un second facteur à analyser. Alors même que certaines milices tirent leurs ressources de l'exploitation et de la vente sur les marchés internationaux de matières premières (diamants au Sierra Leone), d'autres groupes ont recours à la prédation (taxes miliciennes, rançons, réquisitions, vols à main armée) et certains développent une relation symbiotique avec les civils sous leur contrôle (les miliciens assurent la sécurité et l'ordre, les civils vaquent à leurs activités économiques et la milice reçoit une partie des bénéfices). Les deux dernières catégories présupposent une dépendance à l'égard des populations civiles, dépendance pouvant être source de contraintes quant il s'agit de perpétrer des crimes de masse.
- 3- Le cadre organisationnel des milices est un facteur important à deux niveaux. D'une part, les milices organisées et structurées ont la capacité nécessaire pour commettre des crimes de masse. D'autre part, elles ont également des chaînes de commandement qui pourraient déliter l'action violente et offrir des possibilités de négociation avec les

organisations internationales et autres acteurs concernés par le sort des populations civiles. Par ailleurs, les milices aux contours flous et à l'organisation peu sophistiquée n'ont souvent pas les moyens de crimes de masse bien que la responsabilité pour tout massacre commis par ces groupes soit souvent diffuse.

Pour en revenir aux FL, leur participation aux massacres de Sabra et Chatila illustre bien ces propos alors même que la structure complexe et quasi-étatique du groupe impliquait, entre autres, la création de tribunaux militaires chargés de limiter les excès des miliciens. L'organisation des FL selon un modèle para-étatique soulève d'ailleurs la question de la distinction entre « nôtres » et « autres » avec la mise sur pied de services sociaux extrêmement effectifs et développés pour assurer le bien-être des populations chrétiennes. Il en découle également **une interrogation sur le rôle de la milice dans les trajectoires individuelles des jeunes adhérents auxquels la possibilité de faire carrière dans la milice permet une diversification des aptitudes**. De militaires, certains jeunes passent dans l'appareil administratif des FL (près de 4.000 personnes pour 10.000 combattants). La réalité de la guerre permet également le cumul de plusieurs « vies » parallèles : étudiant de jour, combattant la nuit ou professionnel pendant la moitié de l'année et artilleur le reste du temps. Plus communs que nous le pensons, ces profils posent le problème de la réintégration des miliciens en termes autres que purement militaires. Ainsi, l'accord de Taëf qui met fin à la guerre du Liban laisse pour compte les « fonctionnaires publics » des milices ne mettant l'accent que sur la réintégration des effectifs militaires au sein de l'armée et de la police. L'expérience acquise par ces jeunes (tant dans le domaine militaire qu'administratif) demeure inutilisée. Dans un pays en crise, étant donné les difficultés socio-économiques liées à la reconstruction, ce mécontentement devrait inquiéter les responsables et porter les analystes à s'interroger sur les exigences réelles du processus de réintégration.

Précisions apportées sur les études de cas suite à des questions posées :

Sur le Burundi et le Rwanda :

- Pierre-Antoine a été interrogé sur sa référence au délitement d'un « savoir-faire » de la négociation. Il précise sa pensée. Savoir composer une délégation représentative, trouver des lieux de rencontre acceptables : ces savoir-faire sont généralement liés à tout un tas de passerelles comme l'école, la religion, etc. On les voit à l'œuvre en République démocratique du Congo, par exemple. Or, ce système est atrophié au Rwanda et au Burundi parce que le champ de socialisation est restreint. On a quelques cas de contre-exemples comme les sectes protestantes qui ont pu, quelquefois, constituer des contre-poids à la violence ou permettre à des femmes de se mettre à distance des hommes. De même, on a des témoignages de groupes de copains qui faisaient du football ensemble ou étaient passés par le principal lycée de Bujumbura et qui ont « couvert » des personnes pendant les violences. Ceci renvoie à l'importance des champs de socialisation, aux types de maîtrise de soi qui permettent d'alimenter un espace public (cf. Elias).
- A la fin de son intervention, Pierre-Antoine avait évoqué l'idée selon laquelle il serait difficile de ré-enclencher aujourd'hui le même phénomène milicien du fait de la rupture des alliances entre différents groupes. Un certain travail de conscientisation politique expliquerait, notamment, que les exécutants aient pris leurs distances vis-à-vis des dirigeants. Il précise : les

miliciens qui ont tenté de s'autonomiser sont ceux qui avaient le plus de conscience politique et un certain regard sur l'Etat. Ceux qu'on a qualifiés de plus extrémistes ont été soit liquidés soit emprisonnés. Ceci a alimenté, dans les quartiers populaires, une rancœur contre les anciens responsables des milices. De ce fait, l'appel à la mobilisation des miliciens, lancé par Buyoya en 2001, n'a pas marché.

Sur la Bosnie-Herzégovine :

- Xavier Bougarel a souligné l'importance du « système militaire généralisé », de l'intensité de la militarisation du système, pour expliquer la guerre en ex-Yougoslavie. Ce système comportait deux étages :

- l'armée yougoslave
- les armées territoriales et la police qui sont censées être comme des poissons dans l'eau dans la population

Or, les armées territoriales se soulèvent contre l'armée yougoslave qui se retrouve isolée dans le pays (cf. les attaques de casernes). Les formes de la guerre proviennent du système et de son effondrement. Le para-militaire n'a pas de place dans ce système. Il vient compenser l'échec du système.

- Une discussion a porté sur les structures de commandement et de contrôle des milices : Les modes de recrutement ont été différents parce qu'ils résultaient de la décomposition de l'armée yougoslave. Les groupes para-militaires étaient toujours liés à une armée (et, en ce sens, « sous contrôle ») ; ce qui ne veut pas dire qu'ils ne disposaient pas d'une certaine marge de manœuvre (contrairement à ce qu'on a vu pendant la guerre au Kosovo où tout était « sous contrôle »). Il y a des fluctuations temporelles de l'autonomie (exemple : certaine marge de manœuvre entre la scission de l'armée yougoslave et sa composante serbe, avant qu'il y ait une reprise en main de cette dernière par les autorités serbes). L'autonomisation est liée au fait qu'il n'y a pas de front dans la guerre en Bosnie, ou très peu. Les para-militaires sont particulièrement « utiles » dans les actions de nettoyage mais leur utilisation a varié. Il existe des cas où les liens étaient très forts, où il n'y avait pas d'action de l'un sans l'autre. Concernant la conduite d'atrocités, en particulier de toutes celles qui étaient de l'ordre du symbolique : les choses relevaient de l'ordre de la permission beaucoup plus que de l'instruction (que l'on peut trouver dans les cas où le nettoyage ethnique s'est fait par voie administrative principalement). Certains voisins vont s'autoriser à commettre des actes qu'ils n'auraient pas commis autrement. Jouent alors autant le contexte qu'un certain conformisme. On peut dire que, dans certaines régions, le nettoyage a été planifié, mais pas les atrocités qui l'ont accompagné. En Bosnie, il y avait relativement peu de milices mercenaires ; il s'agissait de combattants d'élites qui, eux, pouvaient passer d'un groupe à l'autre.

- Xavier et Natalija évoquent une figure très importante dans la guerre : celle du déserteur. Les formations para-militaires (ce qu'en français on appelle « milices ») viennent compenser la désertion, faute de fantassins. Natalija précise : les déserteurs ne sont pas des pacifistes. Beaucoup d'entre eux ont changé une fois ou deux de groupe armé, voire de côté (notamment lorsqu'ils étaient d'origine mixte).

Sur le Liban :

- Marie-Joëlle a été interrogée sur le choix des Forces libanaises, chrétiennes, au lieu de groupes palestiniens chiites ou druzes. Elle justifie ce choix dans sa présentation par le fait que c'est un groupe auquel on ne s'attend pas lorsqu'on parle de massacres. Il est constitué d'un noyau d'universitaires, de personnes en début de carrière. Les groupes druzes, par exemple, sont plus proches de ce qu'on voit au Burundi et au Rwanda ; ils sont très liés à la défense d'un territoire.
- Les milices ont-elles mis en place des systèmes de conscription ? Les Forces libanaises sont les seules à avoir essayé ce système mais ça n'a pas marché. Elles ont ouvert des camps d'entraînement dans les écoles mais ça a provoqué un tel tollé qu'elles ont dû abandonner au bout d'un an.
- 50 % des hommes au Liban ont été combattants.
- Concernant l'impact de la socialisation : au Liban, la socialisation se fait beaucoup au sein de la communauté (écoles, groupes caritatifs...) mais il existait également beaucoup d'associations pluri-communautaires qui ont survécu à la guerre. Il existait également des mouvements comme « les mères pour la paix », des associations d'handicapés, etc. Mais elles n'ont pas eu les moyens de freiner la violence.
- Par ailleurs, au Liban, la plupart ont commencé à tuer après qu'un membre de leur famille, un proche soit tué.

Principales pistes de réflexion dégagées lors du débat qui a suivi :

De nombreux échanges ont porté sur les profils des hommes et leur « carrière » éventuelle, mais aussi ce qu'on pouvait reconstituer, après coup, du déroulement des faits.

Il est important de se souvenir que l'on a affaire à des groupes très différents et que, d'un cas à l'autre, on a des profils très divers. Mais un élément est commun : le profil du jeune sans possibilités économiques et sociales, souvent diplômé, en d'autres termes, quelqu'un de sociologiquement démuné et qui, dans d'autres contextes, aurait fait autre chose. En revanche, l'idée d'une sorte de « lumpen prolétariat » est très fortement remise en cause par les études de cas. Souvent, on a plutôt quelqu'un de diplômé.

Il ne faut donc pas sous-estimer la part de contrainte et analyser les différentes figures de contraintes. Plus encore que le poids des contraintes, c'est le conformisme (au sens où l'explore Christopher Browning dans « Les hommes ordinaires ») qui joue souvent : on fait comme les autres. De ce point de vue, les lieux de socialisation et de solidarité sont importants. Il faut interroger les modes d'apprentissage, voir pourquoi ça fonctionne, évaluer le rôle des pressions, de la terreur (« si tu ne le fais pas, je te le fais... »), comprendre comme se fait l'engrenage. Un travail micro, de type biographique est à mener pour comprendre comment ça fonctionne. Le poids organisationnel des milices peut à la fois faciliter la violence de masse (puisqu'il peut y

avoir une véritable « organisation » du crime) et jouer un rôle de contrôle, notamment parce qu'il sera beaucoup plus facile de remonter les responsabilités dans un système structuré. Beaucoup de discussions ont tourné autour du distinguo de la part des circonstances et de la structure dans la compréhension des faits : une armée mal payée, mafieuse, avec des groupes disposant d'une autonomie relativement plus grande est-elle plus encline à prendre part à des crimes de masse ?

Par ailleurs, il ne faut pas forcément chercher à hiérarchiser les différents facteurs qui conduisent un homme à devenir milicien et, plus encore, à prendre part à des massacres, car ils s'articulent et ne sont pas toujours évidents pour l'individu lui-même. L'œil extérieur et le recul du temps peuvent conduire à restituer des cohérences qui n'existent pas. C'est le court-termisme qui prévaut en situation de combat ; ce qui devient prépondérant c'est sauver sa peau et assurer sa survie quotidienne. De ce point de vue, la notion de « carrière » n'existe pas toujours. Il est difficile de se projeter dans le temps lorsqu'on est dans une situation de violence. Cela peut varier pour les officiers. Ainsi, en Bosnie, la guerre a permis aux officiers de faire carrière. De même, au Liban les « sans pouvoir », qui ont formé le gros des effectifs, ont pu penser à faire carrière, à devenir officiers. Toujours au Liban, la guerre faisait l'affaire des politiciens conservateurs ; cela permettait de contenir les menaces de l'intérieur qui pesaient sur eux puisque le système clientéliste sur lequel était basé leur pouvoir était arrivé à épuisement.

Au niveau individuel, certains participants à la réunion ont évoqué l'idée que le « premier mort » serait le plus difficile ; après on s'habituerait, la distanciation vis-à-vis de celui qu'on tue s'accroissant. D'autres ont rappelé qu'il existait également une dynamique d'épuisement dans la violence, avec une impossibilité à en sortir, comme en témoignent les cauchemars, les crises de larmes qu'évoquent les anciens combattants. En d'autres termes, ce n'est pas tout à fait vrai que l'on « s'habitue ». De même, il y a plusieurs « premières fois », il n'y a pas de « logique » dans le basculement individuel dans la violence. Il ne faut pas oublier également ce qui caractérise les ambiances de lynchage : tout le monde tape et il est difficile de préciser qui, du groupe, a tué, voire certaines personnes ayant participé au lynchage peuvent ignorer que l'individu est mort. Le « récit de la première fois » constitue donc une hypothèse très séduisante mais qui risque de relever plus d'une reconstruction *a posteriori* de la personne concernée et, surtout, de l'analyste. Il faut s'interroger sur ce qu'est la « première fois » ; cela ne renvoie pas forcément à la « première fois » effective mais plutôt à ce que, rétrospectivement, l'individu peut considérer comme un tournant. Tout juste peut-on évoquer certaines hypothèses, comme l'importance du cercle familial et du voisinage, de sa protection comme une des phases dans le passage à une violence plus généralisée.

De même, collectivement, on fait souvent référence à « l'irruption » de violence ; en fait, il faut le plus souvent parler plutôt d'engrenage. C'est l'effet « masse critique » qui peut donner cette impression et, surtout, le regard porté *a posteriori*.

Par ailleurs, il a été rappelé qu'on ne faisait pas la guerre vingt-quatre heures sur vingt-quatre. L'ennui occupe une place très importante. On s'ennuie donc beaucoup, on fait du commerce à partir de ce que l'on a confisqué aux populations, on joue aux cartes, on boit, on se drogue... Le *sniper*, en particulier, passe beaucoup de temps seul. C'est très dur psychologiquement ; il faut être habitué à chasser, à espionner les positions adverses de nuit. Les *snipers* font généralement l'objet d'un recrutement spécial (selon des critères et des profils très similaires aux membres de commandos des armées occidentales).

Des discussions ont porté également sur le rôle de l'alcool et de la drogue chez les combattants et ceux qui participent à des crimes de masse (on boit et on se drogue après, pour oublier, ou avant ?).

- Comparaison Liban / Bosnie sur la question de la démilitarisation / réintégration

En Bosnie, les armées n'ont pas été démantelées mais légitimées. Au contraire, au Liban, cela s'est fait du jour au lendemain, surtout pour les Forces libanaises car la Syrie les a démantelées complètement en un an ; elles n'ont donc pas eu le temps de se constituer en parti politique, contrairement aux autres.